

Conférence du désarmement

14 septembre 2018

Original : français

Note verbale datée du 14 septembre 2018, adressée à la Conférence du désarmement par la représentation permanente de la France transmettant la déclaration du 21 août 2018, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la France à l'occasion du cinquième anniversaire de l'attaque à l'arme chimique de la Ghouta

La représentation permanente de la France auprès de la Conférence du désarmement présente ses compliments au Bureau des affaires de désarmement et a l'honneur de lui transmettre ci-après la déclaration du 21 août 2018, des États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la France à l'occasion du cinquième anniversaire de l'attaque à l'arme chimique de la Ghouta.

La représentation permanente de la France serait reconnaissante au Secrétariat de la Conférence du désarmement de bien vouloir distribuer ce document aux États-parties et observateurs à la Conférence du désarmement et de le publier en tant que document officiel de la Conférence du désarmement.

La représentation permanente de la France auprès de la Conférence du désarmement saisit cette occasion pour renouveler au Bureau des affaires de désarmement les assurances de sa haute considération.



Syrie — Déclaration des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la France à l'occasion du cinquième anniversaire de l'attaque à l'arme chimique de la Ghouta

21 août 2018

1. À l'occasion du cinquième anniversaire de la terrible attaque de la Ghouta au gaz sarin, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la France réitèrent leur condamnation de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad. Depuis 2012, le régime syrien a eu recours à des armes chimiques lors d'offensives militaires, non seulement dans la Ghouta mais également à Khan Cheikhoun, à Al-Lataminah, à Saraqeb et à Douma, tuant et blessant ainsi des milliers de personnes. En tant que membres permanents du Conseil de sécurité, nous réaffirmons notre détermination commune à empêcher l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien et à amener ce dernier à répondre de ses actes en cas d'utilisation de ces armes.

2. Notre position relative à l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad n'a pas changé. Comme nous l'avons démontré, nous répondrons de façon appropriée à toute nouvelle utilisation d'armes chimiques par le régime syrien, ces armes ayant déjà eu des conséquences humanitaires désastreuses sur la population syrienne.

3. Nous nous félicitons de la mise en place d'arrangements d'attribution au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), conformément à l'autorité que lui confère la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, comme confirmé par la décision de la Conférence des États Parties. La mise en place de ces arrangements permettra de garantir l'identification de toute personne ayant recours à une arme chimique en Syrie. Nous nous félicitons du lancement, le 23 janvier 2018, du Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques et nous appelons tous les pays engagés dans la lutte contre l'impunité à le rejoindre. Nous restons déterminés à obtenir justice pour les victimes des armes chimiques.

4. En outre, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la France sont très préoccupés par les rapports faisant état d'une offensive militaire menée par le régime syrien contre des populations et des infrastructures civiles à Idleb, ainsi que par les conséquences de cette offensive sur le plan humanitaire. Nous soulignons également notre inquiétude concernant l'éventualité de nouvelles utilisations, toujours illégales, d'armes chimiques.

5. Nous exhortons les soutiens du régime de Bachar al-Assad à user de leur influence pour faire respecter la norme internationale contre l'utilisation d'armes chimiques. Nous appelons ces pays à reconnaître que l'utilisation incontrôlée d'armes chimiques par tout État fait peser une menace inacceptable sur la sécurité de l'ensemble des États. Nous appelons la communauté internationale à soutenir nos efforts collectifs visant à faire cesser l'utilisation d'armes chimiques par la Syrie. Nous demeurons également résolu à agir si le régime de Bachar al-Assad a de nouveau recours aux armes chimiques.